



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SERVICE DE LA COORDINATION DES POLITIQUES
PUBLIQUES ET DE L'APPUI TERRITORIAL

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET
INSTALLATIONS CLASSÉES

95/jpr/lb/gm

Arrêté du 5 mars 2026

**portant mise en demeure à la société EURO TF de respecter les dispositions
applicables à ses installations sises à Munster**

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I,

VU l'arrêté préfectoral n°2007-302-9 portant autorisation à la société Manufactures Hartmann Munster de poursuivre l'exploitation d'une unité d'ennoblissement textile à Munster,

VU l'arrêté préfectoral du 1er mars 2016 portant prescriptions complémentaires à la société EURO TF à Munster,

VU l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2025 de mesures d'urgence post accidentelles à la société EURO TF pour ses installations sises à MUNSTER,

VU le dossier technique annexé à la demande présentée le 26 juin 2006 en vue de poursuivre les activités ayant conduit à l'arrêté préfectoral n°2007-302-9 sus-visé,

VU la déclaration de changement d'exploitant en date du 3 novembre 2009,

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées, concernant la visite d'inspection du 15 décembre 2025,

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel du 5 février 2026,

Considérant que l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2016 sus-visé précise les dispositions infra.

« *L'exploitant dispose a minima de :*

- *un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par 4 poteaux incendie situés à*

moins de 200 mètres des bâtiments ;

- 3 points d'eau pour motopompes puisant dans la FECHT et ses canaux de dérivation ;

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;

- des robinets d'incendie armés ou des extincteurs sur roues de 100 kg en fonction des risques à défendre. »,

Considérant qu'il a été constaté lors de l'inspection du 15 décembre 2025 que l'exploitant ne dispose pas de points d'eau pour motopompes puisant dans la FECHT, de RIA ou d'extincteurs sur roues de 100 kg,

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement :

«indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.»,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société EURO TF, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, et dont le siège social est situé 13 avenue Victor Hugo à Tassin-La-Demi-Lune (69160), est mise en demeure de respecter, dans le délai prévu à l'article suivant, les dispositions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2016, pour l'exploitation de ses installations situées 14 rue des remparts, 68140 MUNSTER.

Article 2 : **sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté**, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} mars 2016.

« L'exploitant dispose a minima de :

- [...] ;

- 3 points d'eau pour motopompes puisant dans la FECHT et ses canaux de dérivation ;

- [...] ;

- des robinets d'incendie armés ou des extincteurs sur roues de 100 kg en fonction des risques à défendre.

[...] »

Article 3 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 4: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 5 mars 2026

le préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général

SIGNÉ

Augustin CELLARD